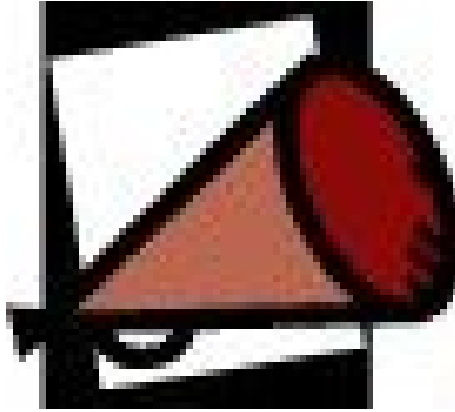


<https://www.pressegauche.org/A-huit-jours-de-sa-designation-Boris-Johnson-deja-dans-les-cordes>



À huit jours de sa désignation, Boris Johnson déjà dans les cordes !

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 13 août 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

À peine arrivé au pouvoir, le nouveau Premier Ministre britannique Boris Johnson subi déjà son premier revers électoral. Les marges de manoeuvres sont restreintes pour ce nouveau gouvernement et déjà une possible motion de censure s'envisage.

tiré de NPA 29

<http://npa29.unblog.fr/2019/08/04/brexit-revolution-permanente/>

C'est au nord du Pays de Galles, lors des élections partielles qui ont eu lieu jeudi dernier, que le candidat conservateur pour les circonscriptions de Brecon et Radnorshire a perdu son siège face à la candidate (pro-européenne) du parti libéral démocrate.

Cette défaite met les Tories dans une position de faiblesse à la chambre des communes, car ils ne disposent que d'une voix d'avance grâce celles apportées par le DUP nord irlandais, 320 voix contre 319 dans l'opposition. La feuille de route prévue par le nouveau gouvernement, c'est-à-dire un Brexit coûte que coûte pour le 31 octobre, semble, à priori, difficilement applicable.

Ces résultats électoraux réduisent la marge de manoeuvre au sein du parlement britannique, à cela s'ajoute une certaine hostilité envers le nouveau Premier Ministre dans son propre camp. Ce n'est pas anodin si le président du parti conservateur, James Claverly, a envoyé un clair avertissement aux députés tories : « Il importe que tous les conservateurs soutiennent le Premier Ministre ».

Plusieurs options sont envisagées dans le camp des conservateurs, en sachant que les députés sont, dans leur ensemble, hostiles à une sortie sans accord, Boris Johnson pourrait suspendre le parlement et appeler à des élections anticipées, afin d'élargir la base du « No Deal », qu'il défend. Cette option risque de se retourner contre le gouvernement car au vu des résultats du parti du Brexit, la crise gouvernementale pourrait s'aggraver.

De plus, le 18 juillet dernier, le parlement a voté un amendement qui empêcherait le Premier Ministre de se passer des parlementaires, ce vote à été conclu avec une fronde de 17 députés tories qui n'ont guère suivi les consignes de vote recommandées par leurs supérieurs au sein du parti conservateur.

En vue du manque de consensus interne, une motion de censure est envisageable, ce qui nous renvoi à des élections anticipées. Un report du Brexit reste malgré le discours du premier ministre une option à prendre en compte, en vue des réticences de la City et des parlementaires à l'encontre d'une sortie « no deal ».

L'option principale du gouvernement Johnson reste celle d'une renégociation avec l'UE, et une sortie le 31 octobre, malgré les annonces de celle-ci à l'encontre d'une renégociation, le point principal reste toujours le fameux « back stop ». Un « no deal » accidentel, reste d'actualité mais semble une option difficile à concevoir dans la conjoncture actuelle et en raison de la fronde interne dans le camp conservateur.

Vers une recomposition de l'échiquier politique Britannique et un approfondissement de la crise ?

Il faut rappeler que le gouvernement Johnson a été mit en place par une très faible proportion de votants, et seulement les conservateurs ont eu le droit de choisir le nouveau Premier Ministre, cela veut dire que moins de 150

À huit jours de sa désignation, Boris Johnson déjà dans les cordes !

000 votants ont choisi l'actuel gouverneur, dans un pays qui compte 65 millions de personnes, cela s'appelle la démocratie !

La fronde interne semble gagner de plus en plus de terrain et ne semble pas arranger les choses pour Boris Johnson. Le parlement est hostile à une sortie sans accord et fera tout pour empêcher un « no deal » pour le 31 octobre.

À cela s'ajoute la dégringolade du parti travailliste dont la position « lexit » de son principal dirigeant, Jeremy Corbyn, n'a réussi à faire consensus ni en interne ni en externe, les élections partielles ont démontré l'ampleur de leur crise.

Les Tories devront se frayer un chemin dans un nouveau panorama politique, car l'effondrement des Travaillistes et les voix perdues à la droite des Tories ont « renouvelé » l'échiquier électoral. Désormais, on se retrouve avec le parti du Brexit et les Libéraux-Démocrates dans la course, et cela n'amoindrit pas les contradictions inhérentes à la crise gouvernementale que traverse l'Angleterre.

La crise organique que subit l'Europe en général et l'Angleterre en particulier, est loin d'être résolue, le Brexit étant une expression droitière de cette crise instaurée depuis déjà plusieurs années dans le spectre politique européen. Pour la City, une sortie sans accord pourrait avoir des conséquences catastrophiques, la banque d'Angleterre pointe déjà les conséquences économiques internes de ce type de sortie.

Il n'y a rien à attendre d'un Brexit avec ou sans accord, les voix représentées derrière une sortie de l'Union Européenne reflètent une solution réactionnaire et xénophobe.

Il ne faut pas non plus se faire d'illusions sur une union européenne libérale porteuse par exemple du contrat « Zero heures » pratiqué au Royaume-Uni, une fois de plus, les politiques néolibérales font le lit des idées d'extrême-droite.

Brexit ou pas, les travailleurs anglo-saxons finiront par payer cette crise profonde qui traverse le capitalisme anglais.

Les travailleurs européens doivent se munir d'un programme en toute indépendance de classe en poussant pour lutter contre les idées réactionnaires portées par les partis populistes, mais aussi contre « l'enfumage » démocratique pro-européen, la seule union des peuples européens sera sous les drapeaux des travailleurs anticapitalistes en lutte contre le rouleau compresseur impérialiste européen.

Blas Giunta samedi 3 août

<https://www.revolutionpermanente.fr/>